



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230926-2023\_45-DE



# DÉLIBÉRATION

2023/45

## **GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Septembre 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUChart, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

**Vu** la délibération n° 2022/16 du 15 mars 2022 relative à la mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

**Considérant** que le Centre de Gestion a été sollicité par des collectivités du Pas-de-Calais en vue de la mise en place, pour leur compte, de ce dispositif de signalement ;

**Considérant** que le Centre de Gestion propose aux collectivités qui en font la demande un dispositif de signalement répondant aux prérequis de l'article L 135-6 du Code Général de la fonction publique qui dispose que les administrations, collectivités et établissements publics mentionnés mettent en place, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés ainsi que ceux des témoins de tels agissements.

Le Président indique que le dispositif cité comprend 3 procédures :

1. Procédure de recueil et d'information sur les suites données
2. Procédure d'orientation vers les structures pouvant accompagner la victime potentielle (psychologue, associations, police...)
3. Procédure de mise en place d'enquêtes administratives et de protection fonctionnelle (prise en charge des frais mais également modalités pour mettre fin au plus vite à la situation)

Il précise qu'à ce jour, 105 collectivités sont adhérentes au dispositif.

Il précise également que, le marché à groupement de commande passé conjointement avec le Centre de Gestion de l'Oise et de la Somme pour la mise en place du dispositif arrivant à son terme au 27 mars 2024, il propose au conseil d'administration de relancer un groupement de commande dont le CdG62 serait le porteur et dont le fonctionnement est détaillé dans la convention de groupement de commande annexée à la présente délibération. A titre indicatif, les 3 départements couvrent environ 70 000 agents territoriaux fonctionnaires et contractuels.

Il propose aux membres du conseil d'administration de passer un marché avec un ou plusieurs prestataires spécialisés dans le suivi et le traitement de ces situations qui couvrirait les 3 procédures de la manière suivante :

- Lot 1 : fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et d'en assurer le suivi ; selon un coût forfaitaire, facturé au CdG pour les collectivités et établissements adhérents à la prestation. Ce coût est pris en charge par le Centre de Gestion pour les collectivités et établissements publics affiliés et refacturé aux collectivités non affiliées.
- Lot 2 : prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations correspondant aux termes du décret suscité, facturés par le prestataire directement aux adhérents (affiliés et non affiliés).

Il précise que les collectivités non affiliées au CdG62 auront la possibilité d'adhérer au lot 1 du dispositif moyennant un remboursement du coût au prorata du nombre d'agents fonctionnaires et contractuels dans leur collectivité.

Si 10% des agents étaient couverts par ce marché, au regard des tarifications existantes dans d'autres Centre de Gestion inscrits dans la même démarche, le montant pourrait atteindre 2 000 000€. Il préconise donc de lancer ce marché en procédure formalisée.

Il demande au Conseil d'Administration :

- de l'autoriser à lancer le marché suscité ainsi que tous les actes y afférents ;
- de l'autoriser à signer la convention de groupement de commande ;
- de l'autoriser à émettre les mandats correspondants.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à lancer le marché suscité ainsi que tous les actes y afférents ;
- *AUTORISE* le Président à signer la convention de groupement de commande et les actes y afférents ;
- *AUTORISE* le Président à émettre les mandats correspondants.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 26 septembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY